

Print

Biélorussie : quelle révolution?

Par [Jean Géronimo](#)

Mondialisation.ca, 10 décembre 2020

[L'Humanité](#) 13 novembre 2020

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/bielorussie-quelle-revolution/5651937>



Papier publié dans le journal l'Humanité, le 13 novembre 2020.

La contestation issue de l'écrasante victoire présidentielle du 9 août 2020 de **Viktor Loukachenko** avec 80% des voix, exprime un profond malaise de la société biélorusse, longtemps muselée par un pouvoir fort, voire dictatorial – mais paternaliste. Avec 10% des voix et adepte d'un ultralibéralisme anti-social, son adversaire **Svetlana Tikhanovskaïa** a dénoncé une « élection frauduleuse » relayée par le droit-de-l'homme occidental contre la « dernière dictature stalinienne » en Europe. Le 24 septembre 2020, l'UE a acté la non-légitimité du président. Cependant, au vu des ingérences extérieures, la réalité est – beaucoup – plus complexe.

Depuis le 10 août 2020, la protestation post-électorale vise un régime liberticide et manipulateur, isolé dans une surréalité idéologique – mais ayant créé un *socialisme de marché* égalitaire. A partir d'une bureaucratie tentaculaire, le régime s'est appuyé sur un parti unique et une élite nomenklaturiste bloquant toute opposition. En lui donnant un vernis légitime, les élections ont verrouillé la reproduction du pouvoir de Loukachenko depuis 1994 via la domination du Parti-Etat, « avant-garde du prolétariat ». Or, sanctionnée par un score soviétique, son élection « truquée » sera le détonateur de la contestation. A priori, une révolte spontanée.

Pourtant, surfant sur des ONG politisées, cette révolte reflète une *révolution colorée* attisée de l'étranger et impulsée par deux agences fédérales américaines : NED (*National Endowment for Democracy*) et USAID (*United States Agency for International Development*). Depuis plusieurs années, le terreau de la contestation biélorusse a été nourri par les ONG libérales et dollarisées encadrées par la NED. Fondation liée au Congrès et créée en 1983 par Ronald Reagan pour combattre le communisme, la NED cherche depuis 1991 à étendre l'influence du libéralisme américain dans l'espace post-soviétique. Elle vise à développer la liberté de l'information via des médias alternatifs et à structurer l'opposition pour renverser le régime. En vue du formatage de l'opinion publique, l'USAID a soutenu une station de radio biélorusse très critique contre le régime, *euroradio.fm*. Liée au Département d'État, l'USAID vise à promouvoir les objectifs de Washington et le développement démocratique dans le monde.

Après la chute du Mur, les fondations *Open Society* (Société ouverte) de G. Soros ont créé des institutions démocratiques en Europe de l'Est pour l'ouvrir au libéralisme et empêcher tout retour du communisme. La fondation *Carnegie*, centre de réflexion et d'influence (*think tank*) axé sur la promotion des politiques libérales et des intérêts américains, a été active en Biélorussie jusqu'aux années 2000. Dans cette effervescence révolutionnaire, on note l'activisme politique de *Radio Free Europe/Radio Liberty*, financée par le Congrès et opérante sur l'espace post-soviétique, dont biélorusse.

Dans cette stratégie médiatique, la Pologne a été la base de 3 chaînes d'information en langue biélorusse diffusant une communication de propagande contre le régime de Loukachenko : *Belsat TV*, *Nexta*, *Adio Racja*. Le gouvernement polonais a lancé l'idée d'un fond européen de stabilisation d'un milliard d'euros et, pour attirer les travailleurs et étudiants biélorusses, prévu un programme d'aide de 11,2 millions d'euros. Au final, sous couvert de développer « l'éducation démocratique », est construite par Washington une révolution de couleur visant à étendre l'idéologie libérale. Déstabilisation programmée.

Centrées sur le réveil de la société civile et des mouvements anti-communistes, les révolutions colorées suivent un modèle déjà testé dans la décennie 2000 sur l'espace post-soviétique (Serbie, Géorgie, Ukraine, Kirghizstan), selon un scénario en 5 phases :

- 1) Travail politique d'ONG infiltrant l'opposition via ses leaders ;
- 2) Rejet de présidentielles validant un candidat pro-russe ;
- 3) Manifestations massives contre le régime cadrées par des activistes ;
- 4) Radicalisation du mouvement déstabilisant le pouvoir via des groupes paramilitaires – et snippers ;
- 5) Organisation d'élections plaçant un candidat pro-occidental, reconnu par la communauté internationale. Au cœur de la contestation biélorusse de 2020, on note le rôle d'activistes proches du leader du groupe néonazi Azov, Igor Mossijtchouk, décisif dans le coup d'état du 22 février 2014 contre le président ukrainien pro-russe, Viktor Ianoukovitch – avant le massacre des « rouges » d'Odessa du 2 mai 2014. Une stratégie néolibérale de *regime change*, teintée d'un vernis révolutionnaire et s'appuyant sur des forces brunes liées au nationalisme d'extrême droite. Mariage avec le diable.

L'hypothèse d'une révolution colorée est validée par l'ingérence des Etats les plus anti-russes et anti-communistes de la région, traumatisés par l'expérience soviétique et sous tutelle américaine : Lituanie, Pologne, République tchèque, Ukraine. Logique, donc, que S. Tikhanovskaïa, leader de l'opposition et égérie de la révolution biélorusse, ait trouvé refuge en Lituanie où elle a créé un « Conseil de coordination pour le transfert du pouvoir ».

V. Tsepkalo, l'une des trois femmes (avec S. Tikhanovskaïa et M. Kolesnikova) ayant uni leurs forces contre le « dictateur », a trouvé l'exil en Pologne – à l'instar de l'opposante O. Kovalkova. Au nom de ses valeurs fondatrices, l'UE a rejeté le résultat des présidentielles pour soutenir l'orientation néolibérale de Tikhanovskaïa, en prônant de nouvelles élections et des sanctions pour une « transition pacifique et démocratique ». Elle a promis un soutien à la « société civile », avec une aide de 53 millions d'euros pour les « médias indépendants » et les victimes des répressions.

Sur la base d'une réforme constitutionnelle, Loukachenko a accepté le 17 août 2020 l'idée de nouvelles élections. Sous menace d'une grève générale, l'ultimatum de Tikhanovskaïa exigeant sa démission avant le 25 octobre a échoué. Début novembre, la lutte semble s'essouffler mais pourrait être relancée par l'interventionnisme du nouveau président américain, Joe Biden – au nom d'un devoir moral d'ingérence, comme en Irak en 2003.

Dans ses grandes lignes, ce processus s'apparente à la construction d'un coup d'état aiguillé de l'étranger et poursuivant le reflux de

l'idéologie communiste et de ses dérivées issues de la sphère soviétique. Comme une impression d'ingérence et de déjà-vu – à l'instar du Maïdan ukrainien, matrice d'un ultralibéralisme fascisant*.

Jean Geronimo

Spécialiste de la Russie

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

Jean Geronimo (2015) : « *Ukraine, une bombe géopolitique au cœur de la Guerre tiède* », Préface J. Sapir et M. Gorbatchev, Sigest

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Jean Geronimo, L'Humanité, 2020